

L'Anarcho-syndicaliste

N°200 - Le numéro : 1,60 €

Octobre 2017

« ... Nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas : des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître, sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même... » *Fernand Pelloutier – Lettre aux Anarchistes*

Ne pas confondre réformistes et intégrationnistes

Marc Hébert

Depuis plus de dix années, nous n'avons de cesse de dénoncer la dérive bureaucratique d'une partie des instances nationales de la C.G.T.-F.O. (confédérales, fédérales...) et de relayer l'appel d'Alexandre HEBERT du 18 janvier 2008, qui, dans son « Projet de manifeste » dénonçait « *l'abus de mots qui consiste à, volontairement, confondre sur le plan syndical : Réformistes et intégrationnistes* ».

La méthode dite de concertation(*) utilisée par le gouvernement Philippe, sous la houlette du Président Macron, et vantée à longueur d'interview par Jean Claude MAILLY, n'est rien d'autre que l'application de la méthode des jésuites, ainsi résumée: «Je fais entrer chacun par sa propre porte et je le fais sortir par la mienne».

Dans ses multiples déclarations aux médias, affirmant que les ordonnances ne sont pas la casse du Code du travail ni un coup d'Etat social, le Secrétaire général de F.O. prétend qu'il est «*réformiste militant*» et que le «*petit noyau*» de ses opposants sont des «grognons râleurs anarchistes»... Un «petit noyau»... les 60 Ud et les fédérations F.O. qui ont décidé d'appeler aux grèves et manifestations interprofessionnelles, les 12 et 21 septembre, contre les ordonnances?

Mais, tant par les nombreuses interventions (80...bousculant ainsi l'ordre du jour et imposant une séance de nuit) que par le vote très majoritaire de sa résolution générale (20 abstentions), le Comité Confédéral National de la CGT-FO, réuni les 28 et 29 septembre, vient de mettre un coup d'arrêt à cette prétendue ligne «réformiste», ainsi désavouée.

En effet, la résolution du CCN revendique l'abrogation de la loi « travail » d'août 2016, déclare que les ordonnances «*s'inscrivent dans la même logique néo-libérale que F.O. dénonce*»..., que «*celles-ci constituent une véritable régression sociale et que certaines mettent en péril le syndicalisme confédéré*» et, en conclusion, **le CCN appelle à une mobilisation interprofessionnelle, y compris en lien avec les autres confédérations syndicales, avant la ratification de ces ordonnances.**

La ligne du CCN de FO est réformiste et s'oppose à la ligne du secrétaire général de la confédération, rangeant celui-ci dans le camp des «intégrationnistes» et «réformateurs» au service de la logique d'Etat, subsidiaire de la logique de l'Union européenne et ultralibérale. Ce constat n'est pas une attaque *ad hominem* mais une analyse de sa logique politique, contraire au mandat donné par le Congrès de Tours et les CCN qui ont suivi.

Aujourd'hui, nous ne devons ni tergiverser, ni faire preuve de pusillanimité dans nos expressions et nos actions.

Nous devons continuer à construire le rapport de force pour obtenir la satisfaction de nos revendications, le retrait de la loi travail El Khomri, le retrait des ordonnances Macron et de toutes les lois anti-sociales, avec tous ceux - travailleurs, chômeurs, étudiants, retraités - qui partagent cette analyse, qui subissent déjà et vont subir de plus en plus, les conséquences de ces mesures.

(*) Du latin chrétien *concertare*: «agir ensemble, agir dans un but commun» - Centre de ressources du CNRS.

«S'accorder, se consulter pour agir de concert: la politique de concertation cherche à atténuer les antagonismes entre les classes sociales» (sic) – Larousse encyclopédique. La concertation est un acte, une pratique de *gouvernement*.

Il est encore temps, mais plus que temps !

Yvon Bourhis

Afin d'assurer la pleine liberté de pensée, de conscience et d'expression ...

Au moment où ce monde virtuel qui nous est donné à vivre, plutôt à subir - vu le futile consommable qui règne en maître - nous renvoie l'image d'une « nouvelle France » qui, d'un côté se dessine plus que maladroitement, mais qui, de l'autre, est une caricature de liberté, le monde politique, lui, nous la joue au ras-le-bol de lui-même et de ses propres turpitudes. Quel spectacle, nom de dieu !

La farce médiatique était tellement énorme qu'en quelques mois, une nouvelle idole politique est sortie tout droit du bas de laine des banquiers qui sont « aux affaires » et qui se sont bien gardés d'occuper le devant de la scène, afin de mieux promouvoir leur dernière création.

Comme ils contrôlent tout à présent, de la presse aux télévisions, des services au public aux réseaux du « web », leur travail a été rondement mené et un jeune homme de bonne famille - le grand garçon de sa maman qui a réussi, intelligent et talentueusement opportuniste, découvre la présidence de la république et ses pouvoirs régaliens - toute légitimité électorale oblige - à l'insatisfaction, quand même !, de + 60 % d'électeurs qui ont refusé de voter ...

Au moment où, après cette élection présidentielle, il se confirme que « la France d'En Bas » n'est (absolument) pas plus représentée qu'auparavant dans cette nouvelle chambre des députés - première preuve donc que rien n'a changé, même si les auto-proclamés spécialistes, intronisés par le « petit écran », affirment, du haut de leurs connaissances, que l'assemblée nationale n'est pas faite pour ça ! ...

... Il est temps, plus que temps, du côté de cette France d'en bas, de ses salariés actifs, retraités ou sans emploi, de se réapproprier l'Histoire de ses droits, histoire encore récente mais oubliée, balayée des mémoires au nom de la ringardise par tous ses ennemis - des « ganaches modernisantes au service du Capital » (c'est ainsi qu'on les appelait en 68 !) aux plus serviles valets du pouvoir, en passant par ceux qui savent, s'écrasent et préfèrent cracher dans la soupe.

Cette Histoire, n'en déplaît à certain compagnon qui ne voit dans tout ça qu'une construction stalinienne, elle est le fruit du Conseil National de la Résistance, lui-même composé non seulement de 8 organisations de résistance, mais aussi des deux confédérations syndicales CGT et CFTC, et des principaux partis politiques de droite comme de gauche ; Histoire concoctée dans la clandestinité à partir d'un programme dénommé - comme une victoire sur les atrocités barbares - « les jours heureux » ; elle s'appelle *La Sécurité Sociale* et c'est le fondement de notre couverture sociale à nous, les travailleurs salariés qui faisons vivre le pays.

Syndicalement parlant, nous avons des Unions départementales, des Unions Locales, issues du mouvement des Bourses du Travail - cette magnifique initiative des ouvriers conscients de l'énorme travail à accomplir pour l'émancipation totale des ouvriers et employés, - travail qui commençait bien souvent par apprendre à lire et écrire aux travailleurs illettrés se faisant piéger, au moment de l'embauche, par leur signature en croix d'un contrat de travail qui les aliénait corps et « âme ».

Non seulement l'illettrisme n'a pas disparu et s'est même redéveloppé, mais il faut mettre en œuvre les actions pour aider les salariés, qui en ont besoin, à comprendre notre système, leur système de protection sociale.

Avec le pouvoir des images et la perversion volontaire du sens des mots, les médias qui, après ou pendant la journée de boulot, nous endorment aujourd'hui tout aussi fort que l'alcool par le passé, n'emploient systématiquement pas les termes de « contributions sociales », mais nous font accepter des mots comme « charges patronales » ou encore « taxation du travail ».

Aujourd'hui, il faut, nous le devons, affirmer haut et fort, que le système dominant s'évertue à développer l'individualisme chez les jeunes et moins jeunes, confrontés à la précarité généralisée, et qu'il

façonne donc ces jeunes et moins jeunes à s'écarter de toute solution collective.

Affirmer et convaincre que de plus en plus rares sont les ouvriers, les salariés, qui connaissent leur propre histoire, l'histoire de la Sécurité Sociale, et qu'il faut que nous remédions à cette carence pour qu'au moment où l'employeur leur dit qu'ils lui coûtent trop cher, ils puissent répondre, en tant que salariés, qu'ils leur louent (et non pas vendent) une force de travail qu'eux, patrons, ne veulent pas ou ne peuvent plus assurer par eux-mêmes, et qu'il serait normal qu'ils soient payés aussi bien qu'eux, les patrons incapables de faire leur boulot eux-mêmes !

Combien de salariés, jeunes et moins jeunes, savent qu'au sortir de la guerre 39-45, un accord a été trouvé entre représentants des patrons et ceux des salariés pour créer des caisses de protection sociale gérées par les salariés, et que pour simplifier la procédure, une partie de leur salaire à eux, les salariés, est versée directement par leur employeur aux caisses, ce que nous appelons le « salaire différé » ; en même temps qu'eux, les patrons, s'acquittent à ces mêmes caisses, de leurs contributions sociales, ce qu'on appelle la « part patronale » ; et que notre « salaire différé » ne sort pas de la poche du patron mais de la nôtre !!!

Qui, tant côté patronal que côté salarié, a appris que l'ensemble des grands patrons français avait collaboré avec les nazis avant et pendant la guerre, et qu'ils étaient bien contents d'en trouver quelques uns, au lendemain du 8 mai 1945, ayant les mains propres et acceptant de les représenter dans le paritarisme issu de la volonté de tous de reconstruire le pays après sa mise à sac par l'occupant barbare ?

Qu'on ne laisse plus dire, autour de nous ou dans les médias sans vergogne qu'il faut, au nom du « progrès », en finir avec le programme du C.N.R.. Ceux-là même qui affirment haut et fort cette ineptie ne savent même pas que la reconquête de leur liberté était à son programme :

« [...] 4) Afin d'assurer : [...] la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'État, des puissances d'argent et des influences étrangères » [...].

[...] Unis quant au but à atteindre, unis quant aux moyens à mettre en œuvre pour atteindre ce but qui est la Libération rapide du territoire, les représentants des mouvements, groupements, partis ou tendances politiques, groupés au sein du C.N.R. proclament qu'ils sont décidés à rester unis après la Libération : [...] Afin de promouvoir les réformes indispensables :

a) Sur le plan économique :

- l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie ; [...]

b) Sur le plan social :

- le droit au travail et le droit au repos, notamment par le rétablissement et l'amélioration du régime contractuel du travail.

- un rajustement important des salaires et la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine. [...]

- un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État ;

[...] En avant pour le combat, en avant pour la victoire, afin que VIVE LA FRANCE

Le Conseil National De La Résistance »

Alors, au plus tôt et avant qu'il ne soit trop tard, dans l'esprit de Fernand Pelloutier(*), organisons la résistance dans nos bourses du travail d'aujourd'hui, les Unions Départementales et locales, en mettant sur pied de véritables cours d'Histoire de notre Classe.

*L'Anarcho-syndicaliste n°67 de Juillet/Août 2001, édité en hommage à Fernand Pelloutier, un siècle après sa mort, avec sa « Lettre aux Anarchistes ».

AUTRES TEMPS, MÊMES MOEURS!

ou: «QUAND L'ADVERSAIRE EST ÉLU AU RANG DE PARTENAIRE!»

En des phases tragiques de l'histoire ouvrière, il est des pontifes syndicaux qui n'hésitent pas à expliquer que le salut était dans la collaboration de classe, qu'elle soit présentée de façons insidieuse ou ouverte. Errico MALATESTA n'était pas anarcho-syndicaliste, nous aurions un certain nombre de variantes de point-de-vue à exprimer s'il fallait discuter de tout ce qu'il écrivit en son temps. Cependant, quand en 1922, alors que MUSSOLINI parvient à la tête du gouvernement italien, situation étatique qui n'est pas stable ni pérenne, MALATESTA exprime son inquiétude à propos de la position prise par Ludovico D'ARAGONA, Secrétaire général de la "Confederazione Generale del Lavoro" de 1918 à 1925, et député au titre du "Partito Socialista Italiano" de 1919 à 1924 (sic).

En 1925, la "Cofindustria" (confédération patronale) et la "Confederazione nazionale delle corporazioni sindacali" (syndicats fascistes) se déclarèrent, par le "Pacte du palais Vidoni", seuls partenaires... les "leggi fascistissime" (lois fascistissimes) les reconnaurent seuls représentants du Capital et du Travail. Le fascisme triomphait.

Certes, diriez-vous, c'est un cas italien! On n'a pas connu telle situation en France! Regardez Léon JOUHAUX, quelle fierté ce Secrétaire général! Certes, mais je n'en oublie pas moins, et pas des moindres: René BELIN (Secrétaire confédéral), ni Georges DU MOULIN (U.D. du Nord)... qui travaillèrent également pour le capitalisme et... pour le fascisme!

Aussi, quand aujourd'hui un autre Secrétaire général, bien français, se gausse de son activité dans les anti-chambres d'État où l'on sert le caviar à la louche et les macarons au plateau, qu'il prétend y faire avancer la situation sociale des mangeurs de jambon blanc et des suceurs de berlingots, le fait-il par méconnaissance de l'adversaire? Quand la carrière professionnelle d'un Secrétaire général se résume à quelques années dans les organismes sociaux et quelques dizaines d'années de permanence syndicale, a-t-il une idée du point de vue de ceux auprès de qui il devrait chercher mandat? Quand un Bureau confédéral unanime, et extrêmement majoritaire dans la Commission exécutive, se trouve désavoué par le Comité confédéral national, exerçait-il son mandat? Quand des Unions départementales réunissent leurs instances après un C.C.N. et non avant, ont-elles un mandat de leurs syndicats ou d'ailleurs?...

Quand Fernand PELLOUTIER parlait du syndicalisme, celui qu'il préconisait, il le qualifiait de socialisme véritable, et il laissait le soin aux partis de travailler... pour la société bourgeoise...

C'est sans doute chez les anti-syndicalistes notoires, partisans de la société capitaliste coûte que coûte, partisans de la seule conquête de l'Etat, radicaux se drapant de «socialisme» chaque dimanche, tel Jean JAURÈS, que l'on trouve l'expression de leur motivation à fréquenter... chambres et anti-chambres.

Massimo di CIRCOSPEZIO.

TRAVAILLER POUR LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE OU POUR LE SOCIALISME

«On nous dit qu'en collaborant, nous aidons la bourgeoisie mais je réponds, moi, que la bourgeoisie a encore assez de force et d'énergie pour pouvoir se donner elle-même une nouvelle vie.

Du reste, en travaillant pour la société bourgeoise, on travaille pour le socialisme, tout simplement: la réalité montre que plus le capitalisme est développé, et plus le socialisme est fort».

Voilà ce qu'a dit D'Aragona, au Congrès Confédéral de Gênes.

Que la bourgeoisie ait assez de force et d'énergie pour continuer d'exister, nous n'en doutons pas le moins du monde. Elle est en possession de la plus grande partie de la richesse sociale, et grâce à cette richesse, elle peut exploiter le travail matériel et intellectuel de tous, disposer du pouvoir politique, se rénover et se redonner une nouvelle jeunesse en co-intéressant à ses privilèges et en absorbant ainsi en son sein un grand nombre de ces éléments que leur intelligence, leur capacité, leur audace et d'heureuses

circonstances font peu à peu sortir de la masse: une telle classe ne meurt pas facilement; elle ne meurt pas tant qu'une force consciente et suffisante en nombre et en capacité ne l'a pas abattue.

Mais comment concilier cette vitalité de la société bourgeoise - vitalité qu'on lui reconnaît et qu'on déplore, nous l'espérons - et ce désir qu'ont les soi-disant socialistes de collaborer avec elle et de la renforcer, étant donné que le but du socialisme est précisément de l'abattre et de la remplacer par une société d'hommes librement solidaires entre eux?

Essayons de comprendre. «Travailler pour la société bourgeoise, c'est travailler pour le socialisme». Mais alors, à quoi sert D'Aragona? Les bourgeois et leurs gouvernements sont mieux placés pour travailler pour la société bourgeoise... à moins que D'Aragona ne veuille dire par là que, dans la lutte en faveur de la société bourgeoise, il fait, lui, ce que les carabiniers et les fascistes n'arriveraient pas à faire, c'est-à-dire tenir en bride les travailleurs par la persuasion.

«Plus le capitalisme est développé, et plus le socialisme est fort». Mais dans quel monde vit donc D'Aragona, ou plutôt dans quel monde s'imagine-t-il que nous vivons? L'Angleterre et les États-Unis sont les pays où le capitalisme est le plus développé et c'est là que le socialisme est le moins populaire, le moins répandu. L'Allemagne était, avant la guerre, un pays dans lequel le capitalisme, en pleine croissance et vigoureux, s'acheminait vers des hauteurs jamais atteintes ailleurs et son socialisme n'était que ce mensonge colossal que les anarchistes dénonçaient depuis longtemps et que la guerre a rendu manifeste aux yeux de tous.

En vérité, D'Aragona nous rabâche là, pour les besoins de sa thèse, toutes les vieilles erreurs marxistes: la misère croissante, la concentration croissante du capital, la disparition des classes moyennes... le fait que la gestion collective remplacera fatalement la gestion privée, comme le socialisme remplacera fatalement le capitalisme.

Mais en fait, la misère ne croît pas, ou quand elle croît, elle ne favorise pas pour autant le développement du socialisme ni de l'esprit révolutionnaire; tantôt le capital se concentre, tantôt il passe dans plus de mains selon les vicissitudes économiques et politiques variables; loin de disparaître, les classes moyennes se renforcent. Et le passage du capitalisme au socialisme s'avère rien moins que fatal: au

contraire, il semblerait, à certains moments, que le socialisme meure avant d'avoir tué, ou seulement entamé, le capitalisme.

La Révolution russe a poussé les marxistes à jeter aux oubliettes le principe selon lequel le socialisme ne peut naître que du capitalisme parvenu à son développement maximum. Et maintenant, les vieux dogmes sont remis à l'honneur par l'échec de la révolution en Russie, échec qui est dû essentiellement à l'esprit despotique et centralisateur des marxistes.

Mais la vérité reste la vérité.

Le socialisme est une question de conscience et de volonté.

Quand les travailleurs ne supporteront plus l'état d'infériorité morale et matérielle qui est le leur, quand les hommes de cœur se révolteront contre un monde d'infamies et de souffrances inutiles, quand un nombre suffisant de personnes voudront vraiment en finir, alors le socialisme existera. Sinon, non.

Aider la société bourgeoise, cela veut dire... aider la bourgeoisie et reculer d'autant le socialisme. Rien d'autre... à moins qu'on ne veuille comptabiliser comme un bien pour le socialisme les avantages que les socialistes traîtres peuvent obtenir de la bourgeoisie.

Errico MALATESTA,

'Umanità nova', 9 juillet 1922.

QU'EST-CE QUE LE SOCIALISME D'ÉTAT?

Le socialisme d'État accepte le principe même du régime capitaliste: il accepte la propriété privée des moyens de production, et, par suite, la division de la société en deux classes, celle des possédants et celle des non possédants. Il se borne à protéger la classe non possédante contre certains excès de pouvoir de la classe capitaliste, contre les conséquences outrées du système. Par exemple il intervient par la loi pour réglementer le travail des femmes, des enfants, ou même des adultes. Il les protège contre l'exagération de la durée des travaux, contre une exploitation trop visiblement épuisante. Il organise, par la loi, des institutions d'assistance et de prévoyance auxquelles les patrons sont tenus de contribuer dans l'intérêt des ouvriers. Mais il laisse subsister le patronat et le salariat. Parfois, il est vrai, et c'est une tendance croissante, il transforme en services publics, nationaux ou communaux, certains services capitalistes. Par exemple, il rachète et nationalise les chemins de fer, il municipalise l'eau, le gaz, les tramways. Mais, même dans cette création des services publics, il reste fidèle au système capitaliste. Il sert un intérêt au capital qui a servi à l'établissement des voies ferrées; et que les salariés soient tenus de fournir le dividende du capital privé ou l'intérêt des emprunts d'État, c'est tout un. Ce qu'on appelle socialisme d'État est en fait, dans les services publics, du capitalisme d'État.

Ainsi, le socialisme d'État respecte les principes essentiels du système capitaliste, mais il intervient

dans la lutte des classes antagonistes pour empêcher l'écrasement complet des sans-propriété, qui sont les plus faibles. [...] Voilà le principe même et le fond du socialisme d'État. Il suppose et accepte la division des classes: il ne croit pas qu'elles puissent disparaître par un système nouveau de propriété. Il prévoit donc une lutte sociale éternelle, où un arbitre devra éternellement intervenir pour modérer les coups. En ce sens, et s'il ne se considère pas lui-même comme une simple transition vers le collectivisme, le socialisme d'État est une sorte de pessimisme social. Il ne croit pas, comme les économistes, à l'harmonie naturelle des intérêts, et il ne croit pas, comme le socialisme ouvrier, que cette harmonie puisse être révolutionnairement instituée par une transformation de la propriété. Il croit que l'ordre, l'équité, la paix, doivent être imposés du dehors par l'arbitrage impérieux de l'État, à des forces irréductiblement hostiles.

Jean JAURÈS,

extrait de "Socialisme et liberté",
dans "La Revue de Paris", 1^{er} déc. 1898.

N.B.: la "Revue de Paris" appartenait en ce temps à Edmond FRISCH (1858-1951), comte de Fels (par bref pontifical de 1893), prince ad personam de Hefingen par la grâce de la monarchie espagnole, philanthrope de l'Institut catholique de Paris. Quand on travaille pour la bourgeoisie...

RÉFLEXIONS ET NOTES DE LECTURE À PROPOS DE LA RÉVOLUTION RUSSE... (2ème partie)

«*Supposez une académie savante, composée de représentants les plus illustres de la science; supposez que cette académie soit chargée de la législation, de l'organisation de la société, et que, ne s'inspirant que de l'amour de la vérité la plus pure, elle ne dicte que des lois absolument conformes aux plus récentes découvertes de la science. Eh bien, je prétends, moi, que cette législation et cette organisation seront une monstruosité, et cela pour deux raisons: la première, c'est que la science humaine est toujours nécessairement imparfaite, et qu'en comparant ce qu'elle a découvert avec ce qu'il lui reste encore à découvrir, on peut dire qu'elle est à son berceau. De sorte que si on voulait forcer la vie pratique, tant collective qu'individuelle des hommes, à se conformer strictement, exclusivement aux dernières données de la science, on condamnerait la société aussi bien que les individus à souffrir le martyre sur un lit de Procuste, qui finirait bientôt par les disloquer et par les étouffer, la vie restant toujours infiniment plus large que la science*».

Bakounine, «Dieu et l'État», 1892.

Le socialisme politique en Russie...

Les partis socio-démocrate et socialiste-révolutionnaire de Russie ont entamé la révolution en 1905 en réclamant des libertés démocratiques résumées dans le mot d'ordre d'*Assemblée constituante*, pendant que les classes laborieuses expropriaient à tour de bras leurs oppresseurs. Il fallut deux années à l'État tsariste pour en venir à bout. Les socialistes d'État ne manquèrent pas de siéger dans les assemblées d'État (*Douma*) par lesquelles la liberté devait sans doute venir. En 1917, il en fut de même, jusqu'en avril, quand les populations laborieuses envisagèrent de foutre définitivement cul-par-dessus-tête les restes de l'État tsariste géré par des socialistes politiques.

Les classes laborieuses avaient pour mot d'ordre révolutionnaire: «*La terre aux paysans, les usines aux ouvriers!*». Ils avaient créé des «*Conseils*» (*soviets*) dans chaque unité de production ou chaque commune paysanne, chacun d'entre-eux envoyant des délégués à un «*Conseil de localité*»...

MM. Lénine, Trotsky et consorts, sentant qu'ils allaient être englobés dans le grand nettoyage social, inventèrent le mot d'ordre: «*Tout le pouvoir aux soviets!*». Aux délégués des Conseils, ils substituèrent des députations politiques. Si leur but de reconstruire un État totalitaire n'était pas a priori évident, il l'est devenu progressivement. La privation totale de liberté économique heurta plus rapidement les paysans que les ouvriers des villes. Quand ces derniers comprirent durant l'hiver 20-21 que le bolchevisme était une version moderne de la contre-révolution, il était trop tard. Quand aux adhérents des partis socio-démocrates et socialiste-révolutionnaire qui s'en rendirent compte, ils subirent immédiatement le sort des autres révolutionnaires.

Le mythe des «soviets sans capacités politiques»...

Aucun organisme social indépendant n'a jamais trouvé grâce auprès des partis politiques, à moins qu'il ne fut affecté qu'à ses buts: la prise du pouvoir politique, et la transformation de cet organisme social lui-même en un rouage de l'État, - c'est à dire la mise en œuvre du corporatisme. Ces messieurs du socialisme politique russe aussi, qu'ils soient socialistes-révolutionnaires de droite ou de gauche, mencheviks de droite ou de gauche, bolcheviks de toutes les chapelles, ont toujours mis en exergue l'État, qualifié de «*démocratique*», de «*révolutionnaire*», de «*populaire*», et pour finir d'«*ouvrier et paysan*»...

La création, l'existence, le développement des syndicats et coopératives fut très difficile sous le totalitarisme tsariste. Les conséquences des conflits économiques étaient très souvent tragiques; les moyens d'action les plus violents étaient utilisés.

Quand la révolution éclata, les syndicats, les conseils d'usine, les coopératives, les communes agricoles..., les fédérations de ces organismes sociaux, proliférèrent et mirent en pratique la revendication: «*La terre aux paysans, les usines aux ouvriers!*». Ils étaient les organismes de la révolution, pas d'une classe politique aspirant à reconstruire l'État. Ils démontraient la capacité des classes laborieuses d'organiser elles-même la société, en n'oubliant pas de recommander à l'oisif d'aller loger ailleurs.

Les partis politiques s'intéressèrent à ces organismes, qu'ils n'avaient pas créés, pour faciliter leur ascension politique. Les bolcheviks les qualifièrent de «*débiles*» tant qu'ils ne se les étaient pas asservis, puis réclamèrent qu'on leur donna le pouvoir une fois qu'ils en avaient pris la direction, c'est à dire

quand il s'agissait de mettre en cause le but pour lequel ils avaient été créés, la construction d'un autre État étant à l'ordre du jour.

Quand les salariés de Petrograd et de Moscou, en février 1921, en préambule au soulèvement de Kronstadt, réclamèrent: «*Tout le pouvoir aux soviets!*», ils y ajoutèrent: «*pas au Parti*» car à ce moment-là ils ne pouvaient déjà plus dire: «*pas aux Partis!*». Le système de représentation par affinités politiques dans les soviets les avaient dénaturés, et le parti-État avait interdit tous les autres.

Le mythe des «ploucs contre-révolutionnaires»...

Le fait que des soulèvements paysans «*royalistes*» aient eu lieu en France en 1793, soit quatre ans après les premières insurrections, a définitivement corseté l'esprit des «*révolutionnaires scientifiques*»: un paysan n'est qu'un accapareur, un affameur des villes, un agent des aristocrates et des religieux. Jamais ces «*révolutionnaires*» ne se sont demandés si ces paysans étaient satisfaits de l'œuvre «*révolutionnaire*», s'ils avaient partout acquis la propriété de la terre, s'ils avaient quelque chose à défendre quand ils étaient «*levés en masse*» pour aller combattre dans une guerre déclenchée par ceux qui, eux, avaient tout obtenu, s'ils ne préféraient pas retrouver la servitude de leurs anciens maîtres plutôt que celle des nouveaux sans scrupules... le plouc était défini «*contre-révolutionnaire*» par instinct social.

En Russie, les nouveaux maîtres avaient une nécessité impérative: nourrir Petrograd et Moscou, base géographique de leur pouvoir, et de leur État.

Les organismes sociaux révolutionnaires des villes et des campagnes, fédérés, avaient naturellement cette prérogative d'assurer le ravitaillement des villes par les campagnes, et la fourniture de matériel agricoles et autres aux campagnes par les villes, et si nécessaire le rationnement. Mais l'État nouveau opéra autoritaire-naturellement avec ses détachements militaires et sa police politique, remplaçant l'organisation par la réquisition.

Le résultat fut désastreux pour la révolution: annihilation du rôle social des *Conseils paysans*, et pour l'organisation de la production agricole: les réquisitions compromirent les ensemencements futurs.

Le galop d'essai du «*communisme de guerre*» prépara la «*collectivisation forcée*» qui fit suite à la «*nouvelle politique économique*». On vit de nouveau dans les années trente-deux et trente-trois, les «*colonnes infernales*» du régime organiser la famine dans les zones paysannes qui furent en leur temps les plus révolutionnaires. Un deuxième coup de lance-flammes pour ré-asseoir l'état de servage...

L'instinct «*contre-révolutionnaire*» du paysan est, pour le «*dirigeant naturel*» génétiquement ancré: tout ouvrier des villes ayant des liens quelconques avec la campagne le possédait forcément, et était qualifié de «*contre-révolutionnaire*».

Finalement l'État bolchevik peut se classer en trois ordres: l'aristocratie des «*dirigeants naturels*», les populations laborieuses urbaines bien «*organisées en corps*» et protectrices rapprochées de l'aristocratie, les populations laborieuses rurales bien «*organisées en corps*» nourricières et protectrices frontalières de l'aristocratie.

Hélas, quand les armées nazies déferlèrent, aucun corps ne résista, ce ne fut que l'éloignement de ses bases arrières et la guérilla à ses talons qui l'empêcha d'aller plus loin.

Le mythe de «l'Armée rouge»...

Aucune armée nouvelle n'a été créée ex-nihilo, organisée, équipée, armée et entraînée pour combattre de front des troupes étrangères rompues au combat ou les armées blanches de guerres civiles sans scrupules, autrement qu'à partir de l'armée tsariste et de ses cadres restants. Si une partie du personnel militaire de haut grade avait déjà émigré, il en restait suffisamment pour organiser des unités militaires, notamment sur les fronts de guerre permanents jusqu'au traité de Brest-Litovsk, et au-delà. Il ne manquait pas de «*désœuvrés permanents*» dans toutes les couches sociales pour aller tirer bénéfice des ressources affectées par l'État bolchevik à cette force de coercition. Il faut noter par ailleurs que ce fut la Tcheka, c'est-à-dire la police que celui-ci dota - voire sur-dota - en premier lieu, comme dans tout État totalitaire. La dite «*Armée rouge*» fut le prolongement de l'armée précédente, ayant des buts identiques à toutes les armées: protéger le territoire du nouvel État, au plus prêt de ses «*dirigeants nouveaux*», fut-il réduit à la principauté de Moscovie.

Quand les armées blanches et autres troupes étrangères sont intervenues contre la révolution russe, elles commencèrent leurs périples respectifs très loin des centres du «*pouvoir*»: Petrograd et Moscou. Ces troupes avaient besoin d'avoir une logistique à l'arrière qui n'était possible qu'avec l'assentiment de la population présente, et elles ne l'avaient pas, au contraire ce fut la guérilla qui s'y installa pendant que des «*volontaires*» organisèrent les premiers détachements combattants, peut-être pas très efficaces, mais combinés à la guérilla ils détruisirent les plans des armées régulières. L'armée du pouvoir bolchevik, non seulement avait l'habitude de fuir aux premiers affrontements comme précédemment l'armée tsariste, de surcroît elle arrivait une fois la

bataille terminée pour assurer son rôle de maintien de «l'ordre bolchevik», la Tchèque n'y suffisant pas partout. Quant elle partit à la conquête de la Pologne, elle y alla si vite qu'elle oublia de massacrer les populations restant sur ses arrières; celles-ci organisèrent la guérilla pendant qu'à l'avant la population et l'État polonais organisait leur front. L'«Armée rouge» à l'étoile brillante du Maréchal Trotsky recula presque aussi vite que celle du Maréchal Staline le fera vingt ans plus tard: quand l'armée du Maréchal Ribbentrop fila vers Leningrad, Moscou et Stalingrad, elle ne rencontra qu'une armée sans consistance, d'un État n'ayant aucun soutien populaire; si elle n'oublia pas de massacrer à tout-venant dans son avance éclair, elle vit se créer rapidement derrière elle les guérillas qui permirent au Maréchal Joukov de sauver l'État bolchevik.

Le mythe du «blocus international»...

Quiconque, en France et ailleurs, a reçu transmission des souvenirs de ses grand-parents, de leurs conditions d'existence en début de 20^{ème} siècle, connaît la provenance des produits qui étaient utilisés en ces temps pour se nourrir, se vêtir, se chauffer... bref pour la vie quotidienne, tant en ville qu'à la campagne. Les produits importés correspondaient à un certain luxe et n'étaient pas accessibles aux classes laborieuses.

Il ne fait aucun doute que la guerre civile et les invasions étrangères perturbèrent la production et les approvisionnements. Il était vraisemblablement nécessaire de procéder à des rationnements momentanés selon la situation, mais ils pouvaient être fait en toute transparence et en toute égalité.

Si le charbon ou le pétrole pouvaient manquer, les Rolls-Royce du Kremlin roulaient toujours, et le froid n'y tua personne. Les forêts n'étaient pas aux mains des armées blanches au contraire, mais le bois n'entraînait pas à Moscou et Petrograd sans visa communiste... Et ainsi pour tout ce qui était produit sur place.

Le blocus international était une réalité politique, mais les frontières se jouent des nécessités du marché capitaliste, il ne manquait pas de contrebandiers à cet effet.

Le marché intérieur russe a été organisé pendant la révolution par les soviets locaux, en toute transparence. Le coup-d'État d'octobre passé, le parti bolchevik mis la main sur toute circulation de marchandise. Non seulement ils étaient techniquement et intellectuellement incapables d'organiser celle-ci dans l'intérêt des populations laborieuses, mais les origines sociales des maîtres du Kremlin les amenaient à décréter des mesures les plus rétrogrades tout en bénéficiant eux-seuls des biens et fastes des classes qu'ils n'avaient au bout du compte qu'enviées.

Le pouvoir vit de la misère qu'il créa lui-même.

La «défense de la révolution»...

Quand on considère que la révolution russe a pris son «envol» lors du coup-d'état bolchevik, que la dictature est légitime, que l'État est la quintessence de la vie sociale, il est impératif de défendre cette situation dont: soit on a bénéficié, soit on bénéficie encore, soit on aspire à bénéficier. C'est ainsi que les diverses factions issues du «bolchevisme», ou qui s'y sont identifiées, ont apprécié la question. Mr. Trotsky n'aspirait-il pas à reconquérir le pouvoir en Russie par une «révolution politique»... comme quoi le système social lui convenait bien! Un système où «le syndicat intégré est transformé en organe d'exécution des décisions de l'État»... un certain cousinage avec d'autres dictatures... avec même une certaine antériorité.

Chacun défend ce qu'il peut!

(A suivre).

Georges RIVALIN
1^{er} fructidor 225
18 août 2017

-o-o-o-o-o-

NOTES DE LECTURE

Alexandre BERKMAN - «Le mythe bolchevik – Journal 1920-1922» Éditions Klincksieck – 2017.

La dernière édition en date de ce journal d'un militant anarchiste russo-américain ayant vécu, un peu contre son gré mais avec beaucoup d'illusions au départ, deux ans de contre-révolution en Russie.

Extraits:

4 mars 1921- Grande tension nerveuse dans la ville [Petrograd]. Les grèves continuent; des dé-

sordres ont de nouveau eu lieu à Moscou parmi les ouvriers. Une vague de mécontentement balaye le pays. On rapporte des soulèvements de paysans à Tambov, en Sibérie, en Ukraine et au Caucase. Le pays est au bord du désespoir. On avait espéré avec confiance qu'avec la fin de la guerre civile les communistes allégeraient la sévérité du régime militaire. Le gouvernement avait annoncé son intention de procéder à la reconstruction économique, et les gens étaient impatients d'y collaborer. Ils attendaient un allègement des lourdes charges, l'abolition des restrictions imposées en temps de guerre et l'introduction des libertés élémentaires.

Les fronts ont été liquidés, mais l'ancienne politique est maintenue, et la militarisation du travail paralyse le renouveau industriel. On accuse ouvertement le Parti communiste de plus s'intéresser à protéger son pouvoir politique qu'à sauver la révolution.

Un manifeste officiel est paru aujourd'hui. Signé par Lénine et Trotski, il déclare que Kronstadt est coupable de mutinerie (*myatezh*). La revendication des marins d'avoir des Soviets libres est dénoncée comme «une conspiration contre-révolutionnaire contre la république prolétarienne».

7 mars - Un grondement lointain me parvient alors que je traverse la Nevski. Il résonne de nouveau, plus fort et plus proche, comme s'il roulait vers moi. Je réalise tout à coup que ce sont des tirs d'artillerie. Il est 18 heures. Kronstadt a été attaquée!

Jours d'angoisse et de canonnades. Mon cœur est engourdi de désespoir; quelque chose en moi est mort. Les gens dans les rues ont l'air ployés sous l'affliction, abasourdis. Personne n'ose parler. Le tonnerre des armes lourdes déchire l'air.

17 mars - Kronstadt est tombée aujourd'hui. Des milliers de marins et d'ouvriers gisent morts dans les rues. L'exécution sommaire des prisonniers et des otages continue.

18 mars - Les vainqueurs fêtent l'anniversaire de la Commune de 1871. Trotski et Zinoviev accusent Thiers et Galliffet d'avoir massacré les rebelles de Paris... (page 250).

[date non précisée: entre le 19 mars et le 15 avril 1921] - Une musique joyeuse retentit dans le jardin à proximité. Aux petites tables, des serveuses en tablier blanc apportent à manger et à boire aux clients. Des groupes rassemblés devant la grille observent cette scène de roman. «Bourzhooi! Maudits spéculateurs!» marmonnent-ils. La «Nep» fait son œuvre.

Tout le long des rues, des magasins ont ouvert; on a lavé les vitrines, et les enseignes repeintes de frais précisent qu'il s'agit de possessions privées. Des denrées variées et en grande quantité sont exposées. Avec ressentiment, des hommes et des

femmes se pressent sur le trottoir, dévorant des yeux cet étalage attirant. «Pas de nourriture pour les rations!» commente quelqu'un d'un ton sarcastique. «Et c'est pour ça qu'on a versé notre sang!» s'exclame un soldat en lâchant un juron... (pages 251 et 252).

Plus loin sur la Tverskaïa, je trouve «Golos Truda», la maison d'édition anarchiste, fermée, le sceau de la Tcheka apposé sur la serrure. Un homme regarde par la fenêtre les dégâts causés par les pillards. Sa casquette de l'Armée rouge ne cache pas les cicatrices récentes qu'il a sur la tête. Je suis étonné de reconnaître Stepan, mon ami soldat de Petrograd. Il m'explique qu'il a été blessé pendant la campagne de Kronstadt et que, comme les hôpitaux de Petrograd étaient bondés, on l'a envoyé à Moscou. Il a été démobilisé, mais il est si faible qu'il peut à peine marcher.

«Nous avons traversé la Neva de nuit, raconte-t-il, tous recouverts de linuels blancs comme autant de fantômes - il était impossible de nous distinguer de la neige sur le fleuve gelé. Certains des gars ne voulaient pas avancer, dit-il en me regardant d'un air lourd de sens. Le détachement communiste qui nous suivait braquait ses mitrailleuses sur nous - il n'y avait pas à hésiter. Notre artillerie tirait; certains tirs tombaient tout près, touchant la glace juste devant nous. Dans un éclair, des compagnies entières disparaissaient, hommes et armes tous engloutis. Une nuit terrifiante...», Il se tait un instant, puis, se penchant tout près de moi, il murmure: «À Kronstadt, j'ai appris la vérité. C'est nous qui étions les contre-révolutionnaires»... (pages 252 et 253).

Dans cette édition, la «ration», écrite «*païock*» habituellement en français, est restée dans sa transcription anglaise: «*pyock*».

-0-0-0-0-0-

**«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»
19, rue de l'Étang-Bernard
44400 REZÉ**

Abonnement pour 20 n°s: 32 euros

Abonnement de soutien: 40 euros

Verser à:

Association des Groupes Fernand PELLOUTIER N°
CCP 9998 28D Nantes
19, rue de l'Étang-Bernard - 44400 REZÉ

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste

Fondateur de publication: Alexandre HÉBERT

Directeur de publication: Marc HÉBERT.

<http://www.uas-pelloutier.fr>
uas.pelloutier@laposte.net